



l'édito

d' **A**lain Bergounioux

Centrismes

Le centre n'existe pas vraiment en politique. Car, il n'y a pas vraiment de solutions intermédiaires durables, il faut toujours choisir une perspective ou une autre. C'est pour cela qu'historiquement se sont régulièrement distinguées, un centre-droit et un centre-gauche. La démocratie-chrétienne et le radicalisme en ont constitué longtemps les deux pôles - avec tous les dégradés possibles... Ainsi, si le centre, en tant qu'être politique, est improbable, il y a toujours eu des centristes. Et leurs orientations a dépendu - et continue de dépendre - du contexte, tantôt aimantés par la droite, tantôt par la gauche.

Aujourd'hui, où en sommes nous ? On pourrait être tentés de reprendre la formule de François Mitterrand, qui, avec son esprit caustique, disait : « Le centre ? Il n'est ni à gauche, ni à gauche ». C'est ce que tente de faire croire Nicolas Sarkozy, avec toute sa rouerie habituelle. Il entend, en effet, résumer tout le centre à l'UDI de Jean-Christophe Lagarde, nouer une alliance privilégiée avec elle, qui a un triple avantage pour lui, marginaliser le MODEM, enlever un argument à Alain Juppé, dans la perspective de la primaire, faciliter, en même temps, la tenue d'un discours ultra-droitier pour les électeurs du Front national, autorisé paradoxalement par cette alliance. Or, l'UDI n'est pas le centre. C'est l'appellation actuelle de l'ancienne UDF de Valéry Giscard d'Estaing, composante libérale de la droite - dont plusieurs responsables, d'ailleurs, dans les années 1990, avaient eu des complaisances régionales pour le FN. C'est une confédération où les ambitions des leaders de micro-partis se heurtent sans cesse, que Jean-Louis Borloo avait, un temps, contribué à occulter. Le MODEM incarne plus l'esprit centriste, dans ses hésitations mêmes, comme le montrent les attitudes à géométrie variable, selon les régions. Mais, il y a là des positions qui répugnent à la culture de l'affrontement que veut instaurer Nicolas Sarkozy. A, tout cela, il faut ajouter des sensibilités que se trouvent éparées dans l'opinion et qui compliquent la situation, en montrant, décidément, que le tête à tête UMP-UDI est trompeur - que restera-t-il, d'ailleurs à l'UDI quand la droite sarkozienne aura cannibalisé l'appellation républicaine ?

Alors, quelle attitude devons-nous avoir face, non pas au centre en soi, mais aux centristes, dans leurs différentes appartenances ? Le Parti socialiste - et c'est tout à fait sa fonction - doit mettre en avant la vision de la société et du monde qui réunit les Français et n'approfondit pas leurs divisions. C'est un enjeu majeur, aujourd'hui. Dans la culture authentiquement centriste, il y a toujours eu un attachement au droit et aux libertés, à la négociation sociale, à la solidarité, à l'ouverture européenne. A nous de donner un contenu à ces aspirations, le gouvernement le fait, pour sa part, mais nous avons la tâche spécifique, à notre congrès et après, de dessiner, et de construire, un avenir qui rassemble les Français.

En attendant le 30 mai...

L'UMP s'est fixée pour première et dernière grande date de rendez-vous avec elle-même, le 30 mai prochain. C'est à cette occasion que l'ancien président de la République entend chercher à réimprimer sa marque sur le cours de cette famille politique, dans la perspective d'organisations de « primaires ouvertes », auxquelles il a finalement décidé de se résigner, après les avoir tant décriées, et en espérant bien les contrôler.

Une habileté ? La première anticipation - le changement de sigle UMP, au profit de la référence aux « républicains » - vise manifestement, à brouiller les cartes et tourner la page, celle des échecs et des scandales des trois dernières années. Après des élections départementales gagnées, non grâce à une impulsion nouvelle donnée par le nouveau chef de l'UMP, mais avec l'aide décisive d'électeurs de gauche, pour devancer le Front national et, avec le concours sollicité d'électeurs d'extrême droite pour battre la gauche, il fallait bien tenter de faire

diversion. Cette première tentative semble connaître des « ratés », puisque successivement, Alain Juppé, Gérard Larcher et Nadine Morano ont émis, pour des raisons diverses, de fortes réserves, pour ne pas dire de franches oppositions, à ce projet de changement de sigle. La magie n'opère plus tout à fait comme avant. Au point d'envisager une consultation des adhérents, en catastrophe, sur ce sujet.

Il est vrai que cet intitulé « les Républicains » peut surprendre, quand l'essentiel du discours, tenu depuis la pré-campagne de l'élection présidentielle de 2012 repose sur l'identité nationale, le « *ni ni* » électoral, en cas de

confrontation gauche/extrême droite, et l'assimilation de toute solidarité sociale à l'« *assistanat* », formule régulièrement utilisée par le Front national. Bref, lorsque tous les éléments de langage empruntent à la phraséologie de la droite extrême. Comme en attestent, malheureusement, une fois encore, les dernières formules de Laurent Wauquiez, à l'encontre de Christiane Taubira, à la faveur d'un sordide fait divers, énoncée le 16 avril dernier, ou l'indécente déclaration de Christian Estrosi sur la « Cinquième colonne », effectuée le 24 avril. Cet ultime dérapage confirme que certains membres influents de l'UMP tendent à devenir les premiers responsables de la banalisation des slogans d'extrême droite.

En fait, Nicolas Sarkozy et son entourage apparaissent de plus en plus comme des femmes et des hommes de la rupture avec la tradition gaulliste, de l'UNR à l'UMP, en passant par l'UDR et le RPR. Difficile, dans ces conditions, de susciter l'adhésion spontanée dans son propre camp, à l'affichage sé-

« Nicolas Sarkozy et son entourage apparaissent de plus en plus comme des femmes et des hommes de la rupture avec la tradition gaulliste, de l'UNR à l'UMP, en passant par l'UDR et le RPR. Difficile, dans ces conditions, de susciter l'adhésion spontanée dans son propre camp, à l'affichage sémantique « républicain ».

mantique « républicain ».

Le discours identitaire éloigne de la République, dont l'un des fondements est l'égalité des droits entre citoyens libres et responsables. Il renvoie trop aux notions d'origine, de frontières, et donc, de ségrégation et de discrimination. On ne rassemble pas en opposant, en hiérarchisant et en divisant, sans même un mot de compassion ou d'humanité. En jouant sur les peurs et les réflexes de repli. En négligeant la misère et le désespoir.

Cette démarche identitaire s'accompagne, à l'UMP, d'une vraie convergence que l'on pourrait caractériser de néo-conservatrice en matière économique et sociale. A l'exception de

Gérard Larcher, pour l'instant, tout le monde s'accorde et rivalise, à l'UMP, de propositions régressives et réactionnaires. L'État est devenu le « problème », pour reprendre une formule de Ronald Reagan, et le salarié en CDI, un obstacle à la « bonne volonté des investisseurs ».

Une course à l'échalote. Plusieurs thèmes reviennent, dans les diverses déclarations et prises de positions de Nicolas Sarkozy, François Fillon, Bruno Lemaire, et même Alain Juppé pour prêcher le démantèlement du modèle social et du rôle de la puissance publique nationale ou locale, dans l'économie. En politique, c'est la revanche de Georges Bidault « années 60 » sur De Gaulle ; en économie, celle de Pierre Pujade...

La suppression de l'Impôt de solidarité sur la fortune, l'ISF, rencontre l'unanimité à l'UMP. Vieille revendication du Medef et des milieux d'affaires, cette décision de suppression avait pourtant, en partie, coûté la défaite présidentielle à Jacques Chirac, en 1988, notwithstanding le talent politique de François Mitterrand. Cette attitude montre la proximité de la droite avec les détenteurs de gros

patrimoines et le monde de l'argent facile. Elle lui permet, aussi, d'éviter d'évoquer la fraude et l'évasion fiscale qui s'élèvent à plus de 80 milliards, par an, et d'omettre le rôle et l'ampleur des « niches fiscales », qui contribuent beaucoup à altérer la progressivité de l'impôt direct. Le retour au « bouclier fiscal à 50 % » n'est pas loin.

La réduction des dépenses publiques, à concurrence de 100 à 150 milliards, en quelques années, constitue la deuxième antienne de l'argumentaire UMP, partagée par la plupart de ses responsables. Quand on se souvient des résultats de la gestion budgétaire de la droite sur la période 2002-2012, le slogan prêterait presque à sourire. De 2007 à 2012, le déficit public annuel moyen dépassait les 5 % du PIB et la gestion de Nicolas Sarkozy a conduit à une progression de 600 milliards, en cinq ans de la dette publique. En outre, des

voix s'élèvent actuellement à l'UMP ne craignant pas le double langage, pour exiger la hausse des dépenses de Défense et celle des dotations publiques destinées aux municipalités, à l'instar de François Baroin sénateur maire UMP et ancien ministre du Budget, au nom de l'Association des maires de France (AMF).

Sauf qu'une telle réduction, si elle était mise en œuvre, conduirait à l'effondrement des commandes publiques, à la fragilisation de l'État et des collectivités territoriales, dans tous les domaines, à l'effacement de certains services publics, et, finalement, à la déflation, cette spirale qui génère toutes les anticipations négatives, au détriment de l'économie réelle et de la production. Le Japon, alors deuxième économie mondiale, a rencontré ce type d'accident économique, à la fin des années 90. Il n'en est toujours pas sorti, tant les conséquences se révélaient durables et récessives.

Le report de l'âge légal de la retraite représente l'autre « cheval de bataille » des ténors de l'UMP. Comme si la démographie de notre pays - l'une des plus dynamiques d'Europe - était comparable à

« De 2007 à 2012, le déficit public annuel moyen dépassait les 5 % du PIB et la gestion de Nicolas Sarkozy a conduit à une progression de 600 milliards, en cinq ans de la dette publique. »

celle de l'Allemagne qui va perdre des millions d'habitants dans les deux prochaines décennies. Comme si, surtout, la France ne comptait pas 3,5 millions de chômeurs de catégorie A et des centaines de milliers de jeunes, toujours exclus du monde du travail. La chance pour notre économie de voir baisser le chômage, d'ici à 2022, réside aussi, selon les plus récents rapports, notamment ceux de « France stratégie » dans l'intensification des départs en retraite, d'ici à 2022. Cette chute du taux de chômage assortie de créations de postes dans de nombreux secteurs, entraînerait, à son tour, un surcroît de rentrées de cotisations sociales, et donc, de recettes pour le régime général et les régimes complémentaires. Les solutions préconisées par les dirigeants de l'UMP apparaissent donc à la fois comme régressives et déconnectées des évolutions économiques et démographiques. Elles laissent aussi à penser

que la réforme de 2010, présentée alors comme décisive, par François Fillon et Nicolas Sarkozy, et imposée sans aucune négociation, n'a rien réglé.

Dans le même esprit, l'assimilation systématique des notions de solidarité sociale à celles d'assistanat montre à quel point la droite a perdu toute référence au principe d'égalité des droits et de redistribution sociale. Ce n'est pas au moment où la précarité déstabilise des millions de familles qu'il faut baisser la garde et abandonner celles et ceux qui chancèlent, au bord du chemin. Il convient, au contraire, de leur tendre la main pour des raisons sociales et humaines, mais aussi pour des motifs de cohésion et d'efficacité économique. La Sécurité sociale, les assurances chômage ont été instaurées pour le développement de l'égalité des chances, tout au long de la vie, et pour conjurer toute forme de ségrégation par l'argent, toute forme d'exclusion liée à l'âge, à l'accident de santé, ou à la perte d'emploi. C'est un pacte qui repose sur le soutien mutuel et non l'aigreur, et la défiance de l'autre.

Le MEDEF en double

commande. La mise en cause du Code du travail - Bruno Le Maire, dans *Les Échos* du 28 avril - et de la durée légale de travail hebdomadaire, participe de la même logique, celle de la revanche sociale sur les salariés qui représentent, pourtant, plus de 90 % de la population active, et sans l'activité et la compétence desquels il n'y aurait ni développement ni avenir économique possible. La réduction du Code du travail à quelques dizaines de pages, comme le réclame Bruno Le Maire, par exemple, oublie qu'un travail de simplification a déjà été accompli, au cours de la dernière décennie. Cette solution, en trompe-l'œil, conduirait surtout à la fragilisation des salariés, transformés en simples variables d'ajustement, étroitement dépendants d'un patronat recourant souvent aux facilités de la rupture de contrat. Elle mettrait un terme à toute forme de démocratie sociale, dans la continuité du discours de Nicolas

Sarkozy des années 2010-2012. La démocratie sociale ne s'oppose pas à l'efficacité économique, mais en est l'une des conditions majeures.

Elle ferait fi, surtout, du lien de subordination entre employeurs et employés propre au contrat de travail, qui exige, naturellement, l'adoption et l'approfondissement de contreparties, en faveur du salarié pour faire respecter ses droits sociaux et de citoyen, sa dignité aussi.

L'entreprise ne peut pas redevenir une zone de non droit dans la République, comme au début du XX^e siècle, avant les combats menés par Jaurès, Blum et le Conseil National de la Résistance. Son organisation ne peut davantage condamner des millions de familles à l'insécurité et à l'incertitude du lendemain. Notre activité économique a besoin de lisibilité, de

« L'assimilation systématique des notions de solidarité sociale à celles d'assistanat montre à quel point la droite a perdu toute référence au principe d'égalité des droits et de redistribution sociale. »

perspectives individuelles et collectives et de sécurité sociale professionnelle ; elle a aussi besoin de salaires décents et de pouvoir d'achat en hausse, pour garnir les carnets de commande et justifier les investissements.

Quant aux 35 heures hebdomadaires de travail, elles résultent d'une loi, mais aussi de milliers de négociations de branches et d'entreprises, qu'il ne saurait être question de « détricoter », surtout à la veille d'un grand bond technologique générateur d'importants gains de productivité qui risquent très vite, de poser en termes très abrupts, la question d'une nouvelle étape de réduction négociée du temps de travail. Comme quoi, le sentiment de revanche sociale ne peut trancher de tout, surtout lorsque l'on prétend présider aux destinées de la sixième puissance économique du monde, dans le respect de son histoire politique, de ses élans d'intérêt général et de ses compromis sociaux.

Notre pays mérite mieux qu'un projet politique autoritaire, et source de repli identitaire, et économique et social, injuste, daté, source de tous les dangers.

Michel Bordeloup



**Valérie
Igounet**

est historienne, chercheuse associée à l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS). Spécialiste de l'extrême droite et du négationnisme, elle est l'auteure d'*Histoire du négationnisme* (Seuil, 2000) et de *Robert Faurisson. Portrait d'un négationniste* (Denoël, 2012). Dernière publication en date, *Le Front national de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées* (Seuil, 2014).

« Jean-Marie Le Pen rappelle ce qu'a été le FN et ce qu'il est »



Municipales, européennes, départementales... élection après élection, le Front national se rapproche du pouvoir. Et rien ne semble arrêter sa progression. Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Cette progression est continue depuis que Marine Le Pen a pris les commandes de l'appareil. Outre les causes sociétales et externes, le FN capte les voix des déçus de l'UMP et du PS. J'observe, par ailleurs, que le travail de « dédiablement » entrepris par la nouvelle direction fonctionne. Au point que ce parti s'est accaparé, plus encore depuis 2011, un électorat issu des rangs de la gauche, tout en donnant l'impression aux catégories populaires qu'il a pleinement saisi leurs préoccupations. La montée en puissance est constante, certes, mais les départementales ont laissé apparaître un essoufflement, même si les résultats enregistrés par ce mouvement sont inédits.



Justement, les élections départementales ont laissé apparaître



une montée du mouvement d'extrême droite, au premier tour, aussitôt suivie d'une perte de vitesse au second, du fait du manque de soutiens politiques, à droite comme à gauche.

En étant très manichéens, on peut dire que cette séquence électorale a marqué la confrontation de l'« UMPS », d'un côté, et du Front national, de l'autre. Et ce, même si le report de voix existe bel et bien. Mais, ce parti est isolé, face à une droite qui se radicalise de plus en plus. Nicolas Sarkozy n'est d'ailleurs pas seul en cause. Avant lui, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac ne s'étaient pas privés de faire des appels du pied aux électeurs frontistes. Depuis 2007, ce phénomène s'est amplifié. Tant et si bien que l'UMP grignote peu à peu ses territoires idéologiques.



Existe-t-il un lien entre le Front national et les partis fascistes ?

D'un point de vue historique, oui. En lisant l'interview que Jean-Marie Le Pen a accordée à *Rivarol*, le 8 avril dernier, on a clairement l'im-

pression de revenir aux origines du FN. À l'époque, ce parti était un agrégat, composé, notamment, d'anciens de la Collaboration qui ont peu à peu disparu, au profit d'autres générations. Le FN n'est donc pas un parti fasciste, à proprement parler, même s'il s'enracine très clairement dans la tradition de l'extrême droite. Aujourd'hui, le FN de Marine Le Pen s'est évidemment renouvelé par rapport à celui de son père. La composition de l'actuel FN, son programme, ses marqueurs idéologiques ont, certes, évolué. Mais, cela ne signifie pas que ce parti a considérablement changé. Il reste un mouvement d'extrême droite.

? *Et avec le négationnisme ?*

Non. Pratiquement aussitôt élue à la présidence du parti, Marine Le Pen déclarait, haut et fort, que le négationnisme n'existait plus dans le patrimoine idéologique du FN. Dans un entretien accordé au Figaro, elle déclarait alors que les camps nazis étaient le « summum de la barbarie ». On ne peut, en effet, être à la fois antisémite et négationniste, et aspirer à être un parti de gouvernement. C'est antinomique. J'ai d'ailleurs rencontré, à plusieurs reprises, Louis Aliot, qui a toujours eu soin de préciser que ce travail de « dédramatisation » portait, prioritairement, sur l'antisémitisme, et non sur l'islamophobie.

Tout cela est très officiel. Sous Jean-Marie Le Pen, la presse interne se référait très directement à l'antisémitisme et au négationnisme, ce qui n'est plus le cas, aujourd'hui. Les « dérapages » de certains candidats aux élections municipales et départementales n'en contiennent pas moins des relents qui soulignent deux aspects : la permanence du marqueur négationniste dans le patrimoine idéologique de l'extrême droite et les liens étroits que le FN entretient avec certains groupuscules extrémistes.

? *Comment interprétez-vous les termes employés, le 2 avril sur BFMTV-RMC, par Jean-Marie Le Pen, son ode au pétainisme et au négationnisme ? Ne dit-il pas tout haut ce que nombre de dirigeants et de militants frontistes pensent tout bas ?*

Il y a plusieurs interprétations possibles. Jean-

Marie Le Pen a besoin d'exister. Et il n'est pas question, pour lui, de déroger à l'antisémitisme et au négationnisme, conformément aux idées qu'il a développées depuis 40 ans. Le FN est son parti. Fondamentalement, c'est un ramassis de mouvements d'extrême droite, dont sa fille s'est affranchie. Ce qu'il réprovoque, au nom de l'« unité française », telle qu'il la définissait, en 1972, autour entre autres de pétainistes et de partisans de l'Algérie française. L'écrivain, journaliste et éditeur, François Brigneau, de son vrai nom Emmanuel Allot, qui en était une des dernières figures, est mort le 9 avril 2012.

Jean-Marie Le Pen rappelle, en fait, ce qu'a été le Front national et ce qu'il est. D'où la stratégie de provocation qu'il ne cesse de déployer vis-à-vis de sa fille et de ses adjudants. Un Florian Philippot, qui se revendique du gaullisme, appartient, de son point de vue, à une autre galaxie. Il assiste peu à peu à un tournant qui lui paraît totalement inacceptable.

? *On voit bien, chez Marine Le Pen, une volonté de s'affranchir du lepénisme. Quelle est la part de sincérité dans sa démarche ? N'y a-t-il pas, au fond, une véritable emprise de la dynastie Le Pen qui a imprimé durablement sa marque sur le FN ?*

Absolument. La continuité historique et l'héritage idéologique entre le FN d'hier et d'aujourd'hui est flagrant. Les principaux marqueurs qui ont nourri l'histoire de ce parti perdurent. Marine Le Pen doit, cependant, s'affranchir de la stratégie de son père, qui est totalement contre-productive, au regard de ses propres aspirations.

D'aucuns estiment que le père-fondateur ne voulait pas du pouvoir. Ceci n'est que partiellement vrai, dans la mesure où il était entouré de personnalités telles que Carl Lang, Bruno Mégret et d'autres qui y aspiraient, pour leur part, très clairement. De ce point de vue, nous vivons, aujourd'hui, un remake de ce qui s'est passé entre 1995 et 1998. La même stratégie se dessine, une situation en beaucoup de points identiques. L'histoire ne se répète pas, certes, mais on voit bien que l'entourage de Jean-Marie Le Pen était gagné par l'appétit du pouvoir.

À l'exception notoire de l'antisémitisme, décrié par la présidente du FN, le fond idéologique ne reste-t-il pas fondamentalement le même que dans les années 1970-1980 ?

Le vecteur anti-immigration perdure, via l'islamophobie, l'identité nationale et l'insécurité. Marine Le Pen et ses troupes surfent sur les mêmes logiques que leurs prédécesseurs.

? *Le raisonnement vaut également pour la laïcité, un terme totalement galvaudé, en l'occurrence.*

Tout à fait. Le FN a une toute autre acceptation de ce terme que le Parti socialiste. Il joue, d'ailleurs, sur la sémantique qui emprunte, je le répète, au registre de l'extrême droite. Il s'attache ainsi à attiser les peurs, en jouant sur la déshérence et un vieux fond raciste qui est consubstantiel à ce parti.

? *Qui sont, au juste, les électeurs du Front national ?*

Beaucoup de catégories entrent en jeu. S'il existe bien une réelle continuité, au sein d'une catégorie d'électeurs qui a toujours marqué sa préférence pour le FN, plusieurs nouveautés sont apparues, au cours des dernières années. Les femmes, pour commencer, sont désormais à peu près aussi nombreuses que les hommes à voter pour un parti dont le programme n'a pourtant rien de féministe. Ne serait-ce que parce qu'elles s'identifient à Marine Le Pen, sur de nombreux points. Les « obscurs » et les « sans grade », ensuite, qui vivent, majoritairement, dans les territoires du nord de la France. Ils sont animés par un sentiment de peur, ne croient plus dans les autres partis, et fondent leurs espoirs sur le FN. Enfin, certaines personnes issues des rangs de la gauche donnent aujourd'hui leur vote au FN.

? *Ces populations appartiennent majoritairement aux classes populaires et moyennes, quand elles ne sont pas issues du monde de la fonction publique ou des organisations syndicales.*

Oui. Par exemple, des syndicalistes croient aujourd'hui dans le vote FN. Sur ce plan, le parti de Marine Le Pen s'emploie à catégoriser les strates sociales et à défendre, parallèlement, la

ruralité. Il cible également le corps enseignant, en donnant souvent l'impression de défendre ses intérêts. Il ne fait guère de doute qu'il représente un espoir pour de nombreux électeurs, au motif qu'il n'a jamais été appelé à occuper les plus hautes fonctions électives.

? *Quelles réponses politiques peut-on apporter à cet électorat ? Comment est-il possible de reconquérir les catégories populaires et moyennes ?*

D'abord, il nous faut cesser, une bonne fois pour toute, de diaboliser le FN. La campagne menée par Manuel Valls pendant la campagne électorale me paraît être, de ce point de vue, contre-productive. Même si ses propos sont largement compréhensifs. Arrêtons donc de surfer là-dessus. Le parti mariniste n'est pas un mouvement comme les autres, mais il convient de le combattre comme les autres. Comme un parti qui ne cesse de s'affirmer, élections après élections, auquel, pour le combattre, il convient d'apporter des réponses politiques. Le tout, en décryptant son programme, son histoire, ce qu'il est véritablement, en recourant à des termes neutres. Marine Le Pen n'est pas le diable. C'est une femme de pouvoir qui avance des arguments qui justifient de vraies réponses. Il nous faut expliquer ce qu'est le FN, en disant les choses telles qu'elles sont. La diabolisation est contre-productive. Les électeurs pensent trouver, dans le FN, des solutions à leurs problèmes. Il nous faut démontrer que le racisme s'est banalisé, en mettant l'accent sur ses multiples méfaits.

? *Existe-t-il des correspondances entre les peurs qui traversent la société française de ce début de XXIe siècle et celles qui ont pu habiter l'Europe des années 1930 ?*

Je ne le crois pas. L'histoire ne se répète pas. Le contexte est certes complexe, mais je me refuse à toute comparaison. Marine Le Pen n'est pas Hitler, même si son parti est raciste. Le problème va bien au-delà. La France d'aujourd'hui n'est pas prête de se livrer à un régime dictatorial. D'ailleurs, la présidente du FN n'est pas en capacité, pour l'heure, d'accéder au pouvoir.

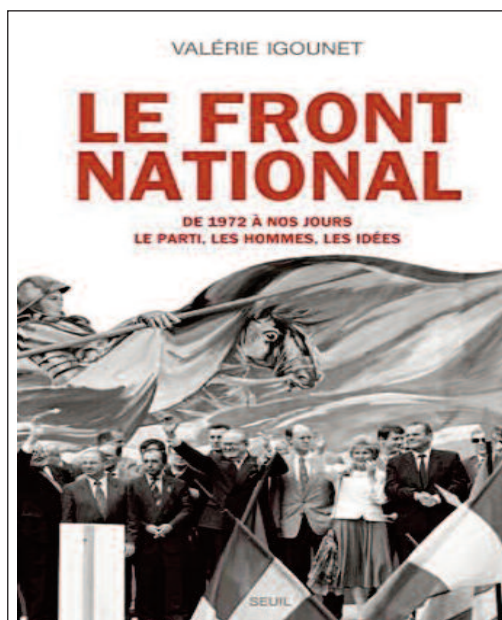
? *Quel scénario peut-on imaginer pour*



peu que le FN accède au pouvoir, en 2022 ?

L'éducation en pâtirait inéluctablement, au même titre que la politique migratoire, le droit des femmes, la politique économique et de nombreux autres champs sociaux et sociétaux. Ne parlons pas d'une sortie présumée de l'euro, aux conséquences nécessairement désastreuses. Nous n'en sommes pas encore là, mais, je le répète : les meilleures réponses à la montée du FN sont d'ordre politique.

Propos recueillis par Bruno Tranchant



**Le Front National
de 1972 à nos jours. Le parti,
les hommes, les idées.**

Valérie Igounet

Date de parution 5 juin 2014

Documents (H.C)

496 pages - 24.00 € TTC

Au début des années 70, à la faveur de luttes intestines et d'opportunités politiques, Jean-Marie Le Pen s'impose peu à

peu à l'extrême droite et mène sur le devant de la scène un agrégat de groupuscules, le Front national. Valérie Igounet retrace la longue et chaotique gestation du parti, décrypte le travail des idéologues, ceux qui lui ont donné son identité et une certaine unité. Mais l'histoire du Front national, c'est d'abord celle d'un homme politique qui reste à la tête de sa formation pendant près de quarante ans, d'un provocateur bruyant qui ne supporte pas ses numéros deux, rivaux potentiels, jusqu'à l'arrivée de sa fille Marine. Dans les années 2000 il lègue à cette dernière un parti toujours aussi extrémiste sur le fond, mais plus présentable, qui recueille près de 18% de voix à l'élection présidentielle de 2012 et gagne onze mairies aux municipales de 2014.

Avec patience et détermination l'historienne a réussi à pénétrer l'organisation jusqu'à obtenir de longs entretiens avec nombre de militants, de dirigeants anciens et nouveaux, et avec Jean-Marie Le Pen lui-même. Plusieurs d'entre eux lui ont confié archives et papiers personnels. S'appuyant sur cette masse de documents inédits, elle raconte, pour la première fois, l'histoire vivante et complète des quarante années qui ont fait du Front national un acteur majeur de la vie politique française.